



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/II-Utopia-en-finir-avec-les>

II. Utopia : en finir avec les aliénations du système capitaliste

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2008 - N° 1090 - août-septembre 2008 -

Date de mise en ligne : dimanche 31 août 2008

Description :

Guy Évrard poursuit son analyse du projet de société d'Utopia, mouvement transversal entre socialistes, altermondialistes et écologistes.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Rappelons qu'il s'agit pour Utopia de promouvoir un dépassement du système capitaliste en tentant de lever trois aliénations inhérentes au système, sur lesquelles nous revenons ici : la croissance comme solution à nos difficultés économiques, la consommation comme principal critère d'épanouissement individuel et la centralité de la valeur travail pour l'organisation de la vie sociale. Nous avons proposé d'y ajouter la rivalité, à la fois entre les individus et les entreprises, comme moteur du développement.

Nous avons cependant souligné que les politiques ancrées dans la social-démocratie, même si elles ont permis des avancées sociales incontestables, n'ont pas conduit jusqu'ici au dépassement du capitalisme. De plus, les partis politiques qui se réclament aujourd'hui de la social-démocratie entérinent purement et simplement le capitalisme, en disputant aux partis de droite une gestion des affaires seulement amendée à la marge.

Un rapport de forces plus favorable à un véritable changement de société implique effectivement la révolution culturelle appelée par Utopia, à moins qu'une vision restée trop anthropocentrique de l'organisation du monde ne soit plus aujourd'hui à la hauteur des enjeux. Mais Utopia revendique tout à la fois « une politique citoyenne [...], un nouveau rapport au temps, une démarche altermondialiste et écologiste ».

La religion de la croissance

André Gorz : « L'industrialisme et la religion de la croissance sont inhérents au capitalisme. On ne peut pas avoir un capitalisme sans croissance. Si on doit changer nos modes de consommation, il faut aussi changer nos modes de production, donc l'organisation sociale ».

Utopia fait justement remarquer qu'aujourd'hui la remise en cause de la croissance s'analyse essentiellement par rapport à la finitude de la planète et non pas comme une nouvelle donne possible des rapports économiques et sociaux. Sans doute parce que la confusion toujours entretenue entre croissance et développement par nos dirigeants et leurs économistes patentés a-t-elle durablement marqué les esprits.

Bien sûr « une croissance infinie dans un monde fini est une équation impossible » mais c'est aussi « un modèle économique qui détruit la planète et affame l'humanité ». De multiples données sont rappelées montrant que les inégalités sociales ont fortement progressé dans le monde en même temps que le PIB, à la fois dans les pays développés et entre le nord et le sud. On sait, par exemple, comment la destruction de l'agriculture vivrière dans les pays du sud, remplacée par des cultures destinées à l'exportation, pour le plus grand profit de l'industrie agroalimentaire mondiale, conduit des peuples à la famine. Et aussi comment l'exploitation de terres agricoles ou forestières pour la production d'agrocarburants contribue au même résultat. Démontrant une fois de plus que la recherche de solutions à de vrais problèmes, considérée uniquement dans la logique capitaliste, conduit souvent à

de nouvelles catastrophes pour les peuples.

Etant admis une fois pour toutes que le PIB n'est pas une mesure du bonheur, ni même de l'efficacité du développement, la décroissance n'est pas davantage avancée par Utopia comme un remède. D'ailleurs, pour éviter tout rapprochement avec l'image caricaturale de l'adepte d'une écologie profonde mal comprise, s'éclairant à la bougie, on parlera plutôt d'objecteurs de croissance et d'a-croissance, comme l'on parle d'athéisme.

Mais au-delà de l'idée générale d'une politique économique et sociale conduite au service du bien-être humain, pour les générations actuelles et futures, impliquant la croissance de certains secteurs et la décroissance d'autres secteurs, tout reste à inventer. C'est bien ce qui constitue le formidable ressort de cette utopie qui doit donc terrasser la mécanique du capitalisme. On entrevoit l'ampleur des défis : à l'imagination, aux forces politiques gardiennes du système actuel, à la maîtrise scientifique de ce que serait un développement qui respecte les équilibres dynamiques de notre biosphère... Et quelle force de conviction déployer pour que cette utopie devienne celle des peuples !

Pour l'instant, est seulement évoquée concrètement l'urgence de « déconstruire les trois piliers qui supportent la croissance » : la publicité « qui fait du citoyen un consommateur en état d'insatisfaction et de frustration permanent », l'obsolescence rapide des produits « qui nécessite consommation et exploitation abusive des ressources » et l'essor du crédit à la consommation « dans le cadre d'un système économique reposant sur l'accroissement du besoin tout en précarisant et dominant le consommateur ».

La consommation, nouvel opium du peuple

Dans une vision alternative du développement, la consommation devrait répondre « à l'aspiration à une meilleure qualité de vie et non à une accumulation illimitée de biens ». Utopia juge la consommation aujourd'hui « comme un révélateur de la crise identitaire [...] de la société [...] et d'un profond désenchantement du monde » qui trouvent leur origine dans « la mise en avant de l'individu aux dépens du collectif ». Un individu constamment « en représentation » au lieu de promouvoir d'autres valeurs plus décisives pour l'homme dans son environnement. La réussite étant alors mesurée par la capacité à consommer et à intégrer les nouveautés vantées par la promotion des marques [\[1\]](#).

« La société de consommation confond besoin et désir ». Ces notions évoluent bien entendu avec le niveau de développement des sociétés. Cependant, en rendant indistincte dès l'enfance la frontière entre besoin et désir, autant pour les productions matérielles qu'immatérielles, y compris chez les populations plus pauvres, la publicité et le marketing ont transformé « une logique naturelle du besoin » en un mécanisme vital, soigneusement entretenu, du système capitaliste.

Et si cela ne suffisait pas, les forces médiatiques nous répètent chaque jour que l'économie et le marché sont l'essence des choses, sans échappatoire possible à l'heure de la mondialisation. Nous sommes donc exhortés à consommer pour notre avenir et pour la réussite de notre pays, si ce n'est celle de notre civilisation. Ainsi, non seulement « la consommation agit comme une drogue », mais « elle est devenue un acte civique » !

Alors, bien sûr, la réflexion sur « un partage de bien relationnels, de services aux personnes, de services à la réparation des biens (plutôt que de produire des biens à durée de vie de plus en plus courte), d'activités culturelles et associatives » semble de bien peu de poids devant le rouleau compresseur du système. Mais l'objectif d'Utopia est bien d'enrichir cette réflexion en rappelant que « les besoins humains sont à la fois individuels et sociaux, matériels et spirituels ». Et je serais tenté d'ajouter qu'ils sont aussi dans la compréhension de nos relations avec la biosphère, d'où le nécessaire recours à une approche pré- et historique, scientifique et philosophique.

Le travail érigé en valeur

Dominique Méda : « Tout se passe comme si le travail épuisait toute l'activité humaine. Or, d'une part, l'activité humaine ne se réduit pas au travail, elle est au contraire multiple et, d'autre part, il me semble urgent de réduire la place occupée, réellement et symboliquement, par le travail précisément pour laisser se développer d'autres activités très nécessaires aussi au bien-être individuel, à la réalisation de soi, au lien social... ».

Evidemment, le discours actuel tente au contraire de réhabiliter le travail « comme une valeur émancipatrice, un vecteur de réalisation individuelle ». Des notions contestables grâce à une meilleure compréhension des mécanismes de l'exploitation du travail. Sans pour autant ignorer que « tout citoyen doit avoir accès au travail et que la lutte contre le chômage doit rester une priorité » et que « le travail doit être un lien social de qualité », Utopia affirme avec force que « le travail élevé au rang de valeur fondamentale est d'abord le fruit d'une idéologie productiviste, incompatible [...] avec un quelconque épanouissement de l'individu ».

La sécheresse de l'analyse économique suit : « Le capitalisme considère le travail comme un simple facteur de production, c'est-à-dire comme un coût, une variable d'ajustement au service d'une logique implacable : la recherche de profit pour le détenteur du capital ». Bien sûr, dans une logique libérale concurrentielle mondialisée, ce coût doit être le plus réduit possible, par tous les moyens que l'on sait. Où chercher alors valeur morale et lien social ?

Ceux qui ont la chance de pouvoir aimer leur travail restent très minoritaires et, avec Dominique Méda, Utopia souligne le lien de subordination du salarié à son employeur comme « un des éléments essentiels inhérents à la valeur travail ». Certes, sous la pression des ouvriers, le législateur a instauré un droit du travail qui compense un peu l'inégalité du lien de subordination. Mais, on le voit bien, ce droit est progressivement remis en question, parfaitement dans la logique capitaliste, puisqu'il constitue un frein à l'exploitation du travail.

Utopia, s'appuyant toujours sur les travaux de Dominique Méda, introduit alors une clé de sa révolution culturelle : « La gauche, héritière d'une tradition matérialiste, prend aujourd'hui parfois position pour une réhabilitation de la valeur travail. Comme si ce qui fonde notre pacte social et notre vivre ensemble devait se réduire à une activité productive rémunérée. Cette gauche revendique un héritage où le sens de l'histoire de l'homme serait d'humaniser le naturel, de le modeler, de repousser l'animalité du monde. Dans cette hypothèse, l'homme se réaliserait totalement dans sa production. Le vrai combat, le seul qui vaille, serait de repousser la logique de ceux qui cherchent à valoriser le capital au détriment du travail. Il serait de valoriser les droits et les pouvoirs du travailleur afin finalement de rendre le travail et donc l'homme conforme à son essence ».

Et Utopia de proclamer « Nous ne partageons pas cette orientation (...) Avant d'être perçu comme un moyen permettant d'aménager la nature ou même d'humaniser le monde, le travail est d'abord né comme facteur de production. Nous refusons donc de considérer l'activité de production comme liée à l'essence de l'homme ou même au sens de son histoire ». Et encore, avec Dominique Méda « Le caractère aliénant du travail ne disparaît pas du fait de l'appropriation collective des moyens de production ». Bien sûr, mais les sociaux-démocrates d'aujourd'hui se posent-ils encore ce genre de questions ? Et Utopia, en affirmant que « remettre le travail à sa vraie place, restituer ses objectifs, inventer pour lui un cadre humain, c'est donner accès à l'homme à un espace de créativité, à une temporalité plus heureuse » nous laisse réfléchir au contenu et à quelle finalité claire le travail devrait répondre.

On peut suggérer que, après avoir assuré une répartition plus équitable des richesses et la satisfaction des besoins fondamentaux, ce ne soit plus un quelconque moteur économique, mais plutôt une contribution sans contrainte au développement, incluant la réponse à des besoins sociaux appréhendés démocratiquement. Cela implique donc fondamentalement une révolution de ces rapports économiques et sociaux, accompagnée d'une contribution des sciences humaines digne de notre époque, où tant de défis majeurs nous sollicitent et face auxquels la référence à la philosophie des Lumières trouve effectivement ses limites.

II. Utopia : en finir avec les aliénations du système capitaliste

Dans une troisième et dernière partie, nous tenterons donc de voir une conclusion, provisoire, dans la démarche et la stratégie d'Utopia.

[1] Voir par exemple No logo, la tyrannie des marques, par Naomi Klein, éd. Leméac Inc., (2001), éd. Actes Sud (2001) en traduction française.